

Affaire OOXML - Quand 6 pays disqualifient l'ISO

Nous aurons l'occasion d'y revenir mais la standardisation du format OOXML par l'ISO, dans des conditions de pression qui confinent au scandale, est certainement l'un des gros points noirs de l'année en cours.

Quatre pays, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela, et l'Equateur, avaient officiellement remis en cause cette normalisation en faisant appel de la décision. Peine perdu, l'appel a été rejeté cet été. Plus rien ne s'oppose donc à ce que Office Open XML, le format de fichier bureautique défendu par Microsoft, devienne officiellement la norme ISO/IEC DIS 29500.

Ce qui n'empêche pas les pays en question (plus Cuba et le Paraguay) de dire après coup tout le bien qu'ils pensent de l'ISO dans cette déclaration^[1] non diplomatiquement correcte que nous soutenons sans condition et qui rappelle au passage que nous avons déjà avec l'ODF une norme bureautique libre et ouverte satisfaisante.

Il est bien dommage que la France en soit absente mais cela n'est malheureusement guère étonnant quand on avait décidé de voter non pour finalement s'abstenir à la dernière minute.



DECLARATION CONSEGI 2008

Nous, les sous-signés représentants de sociétés nationales en informatique du Brésil, d'Afrique du Sud, du Venezuela, de l'Equateur, de Cuba et du Paraguay, faisons part de notre déception après avoir pris connaissance du communiqué de presse émanant de l'ISO/IEC/JTC-1 et daté du 20 août concernant les recours déposés par les instances nationales du Brésil, d'Afrique du Sud, d'Inde et du

Venezuela. Nos instances nationales, conjointement à celle de l'Inde, ont chacune, indépendamment, fait part de leur grande inquiétude concernant l'ensemble du processus d'adoption rapide de DIS29500. Le fait que ces inquiétudes n'aient pas été traitées comme il se devait par une commission de conciliation entâche l'intégrité de ces institutions internationales de normalisation.

Nous ne gaspillerons pas plus d'énergie à faire pression sur nos organismes nationaux pour qu'ils continuent d'appuyer nos contestations, mais nous jugeons cependant qu'il est important de clarifier certains points :

1. L'assouplissement des règles pour permettre la procédure express pour DIS29500 nous interpelle. Que l'ISO TMB n'ait pas jugé utile d'accorder aux contestations l'attention nécessaire pour les étudier convenablement remet en question la confiance que nous pouvons accorder à ces institutions et à leur capacité à répondre à nos besoins nationaux.

2. L'empiètement de la norme en question sur la norme ISO/IEC26300 (Open Document Format) existante reste sujet à questionnement. Nos pays ont déjà fait d'importants efforts pour employer la norme ISO/IEC26300, l'une des principales raisons étant justement qu'elle avait obtenu le titre de norme ISO en 2006.

3. L'adoption à grande échelle d'une norme pour les documents est longue et coûteuse, des projets s'étalant sur plusieurs années ayant été initiés dans chacun de nos pays. Parmi nous, nombreux sont ceux à avoir allouer beaucoup de temps et de ressources dans cet effort. Par exemple, au Brésil, le processus de traduction de la norme ISO/IEC26300 en portugais a duré plus d'un an.

Les problèmes rencontrés au cours de l'année précédente nous ont tous mis dans des situations délicates. Au vu de l'incapacité de l'organisme à suivre ses propres règles, la capacité de l'ISO/IEC à se transformer en un organisme de normalisation ouvert et libre de toute influence, ce qui est une nécessité urgente, nous semble compromise. Il nous apparaît clairement maintenant que nous allons devoir, quoiqu'à contre coeur, ré-évaluer notre appréciation de l'ISO/IEC, en particulier en ce qui concerne sa pertinence vis à vis des différentes structures d'interopérabilité de nos gouvernements nationaux. Alors que dans le passé la mise en oeuvre au sein d'un gouvernement d'une norme ISO/IEC était automatiquement envisagée, cet état de fait est maintenant discutable.

Signataires :

Aslam Raffee (South Africa)

*Chairman, Government IT Officer's Council Working Group on Open Standards
Open Source Software*

Marcos Vinicius Ferreira Mazoni (Brazil)

Presidente, Servico Federal de Processamento de Dados

Carlos Eloy Figueira (Venezuela)

President, Centro Nacional de Tecnologías de Información

Eduardo Alvear Simba (Ecuador)

Director de Software Libre, Presidencia de la República

Tomas Ariel Duarte C. (Paraguay)

Director de Informática, Presidencia de la República

Miriam Valdés Abreu (Cuba)

Directora de Análisis, Oficina para la Informatización

Notes

[1] Merci à Olivier et Daria pour la traduction.